



Quel itinéraire pour les exploitants artisanaux en route vers la légalité ?

Quel itinéraire pour les exploitants artisanaux en route vers la légalité ?

R. Tsanga, G. Lescuyer, E. Essiane, P.O. Cerutti



Quelques mots sur la filière artisanale



Les options de formalisation

This study has been produced with the financial assistance from the Food and Agriculture Organization (FAO) and the Center for International Forestry Research (CIFOR). The usual caveats apply.





1

Quelques mots sur la filière artisanale



Des acteurs criminalisés

Search: Keyw

CONNECTING POLICE FOR A SAFER WORLD

HOME À PROPOS D'INTERPOL CENTRE DES MÉDIAS PAYS MEMBRES EXPERTISE

Salle des médias All news Share Print

Nouvelles

Discours

Événements

Publications

Vidéos

Photos

27 septembre 2012 - Media release

Un rapport INTERPOL - PNUE révèle que l'exploitation illégale du bois pourrait rapporter jusqu'à 100 milliards de dollars par an à la criminalité organisée

ROME (Italie) – Un nouveau rapport élaboré par le PNUE (Programme des Nations Unies pour l'environnement) et INTERPOL évalue entre 30 et 100 milliards de dollars par an les profits tirés par les organisations criminelles du commerce de bois illégal.

Ce rapport d'« évaluation rapide des réponses à apporter » intitulé « Carbone vert, marché noir » indique que le bois illégal représente actuellement entre 15 et 30 % des volumes de bois commercialisés dans le monde, ce qui nuit considérablement à l'efficacité de l'initiative REDD (Reduced Emissions from Deforestation and Forest Degradation- Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation de la forêt), l'un des principaux outils destinés à favoriser une gestion plus responsable de l'environnement, le développement durable, la création d'emplois et la réduction des émissions de carbone.

UNEP

INTERPOL

A RAPID RESPONSE ASSESSMENT

THE ENVIRONMENTAL CRIME CRISIS

THREATS TO SUSTAINABLE DEVELOPMENT FROM ILLEGAL EXPLOITATION AND TRADE IN WILDLIFE AND FOREST RESOURCES

GREENPEACE

Artisanal logging = industrial logging in disguise

A moratorium on the allocation of logging concessions in the Republic of Congo

UNEP

INTERPOL

CARBONE VERT, MARCHÉ NOIR

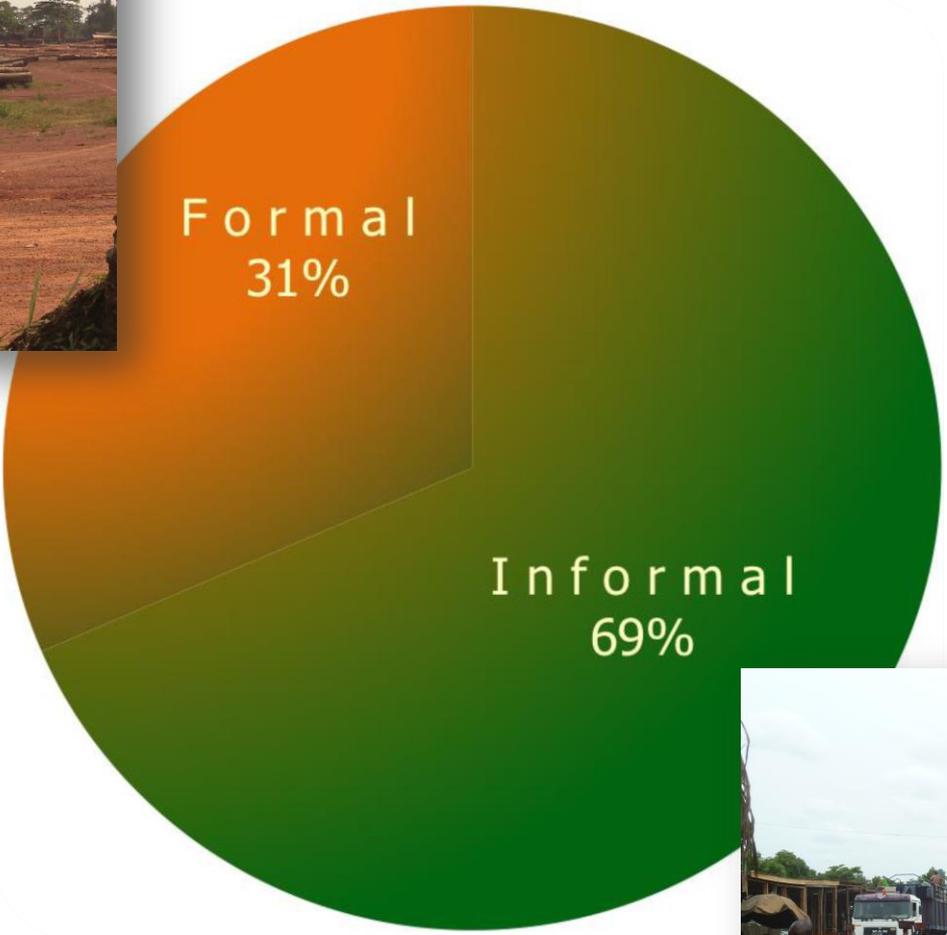
ÉVALUATION RAPIDE DES RÉPONSES À APPORTER

EXPLOITATION ILLÉGALE, FRAUDE FISCALE ET BIAIS MOUVEMENT DANS LES FORÊTS TROPICALES DU MONDE



Traits discriminants de l'exploitation

	Artisanal	Industriel
Titres d'exploitation	Aucun ou rarement, permis de courte durée en nombre de pieds ou superficie	Oui le plus souvent (cf. typologie ci-après) Parfois titres d'exploitation non valides ou non compatibles avec une exploitation industrielle
Légalité	Cadre légal souvent incomplet et mal adapté à l'activité artisanale et à ses acteurs. Faible respect des lois et réglementations	Cadre légal souvent très complet. Niveau très variable de respect de l'ensemble des lois et réglementation
Opérateurs	Petites ou très petites entreprises nationales Filière segmentée, multitude de petits opérateurs	Grandes ou moyennes entreprises, le plus souvent à capitaux étrangers Filière très intégrée, avec des entreprises forestières et industrielles
Abattage	Tronçonneuses – parfois haches Quelques arbres par producteur	Tronçonneuses Chantier plus important par producteur (généralement plus de 1000 m ³ grumes/mois)
Extraction et transport des produits	En partie manuel pour les bois transformés et les grumes Pas d'engins lourds employés	Extraction à l'aide de tracteurs à pneus ou chenilles
Transformation	Plusieurs cas de figure: Sciage à la tronçonneuse sur le lieu d'abattage en forêt (pas de transport de grumes), petites unités de sciage, outils de transformation souvent sommaires et vétustes Sciages de faible qualité, généralement non séchés, ou produits de 2 ^e et 3 ^e transformation	Dans des usines: sciage, déroulage et contreplaqués, tranchage. Si la législation le permet, une partie des grumes est exportée en l'état et transformée à l'étranger
Vente	Marchés nationaux ou vers des pays voisins	Vente essentiellement à l'exportation hors sous-région
Déclaration des productions	Pas de déclaration le plus souvent	Déclaration aux Ministères en charge des forêts
Fiscalité	Seulement para-fiscalité le plus souvent	Fiscalité et para-fiscalité



Importance des différents secteurs

<i>m3/an/sciages</i>	Artisanal – Individuel et informel	Artisanal – communautaire ou petite entreprise	Industriel
Cameroun	733 000	8 500	458 000
Gabon	50 000	6 500	150 000
RCA	33 000	0	75 000
Congo	99 000	10 500	93 000
RDC	1 023 732	?	36000





Les forêts communautaires: une alternative crédible?

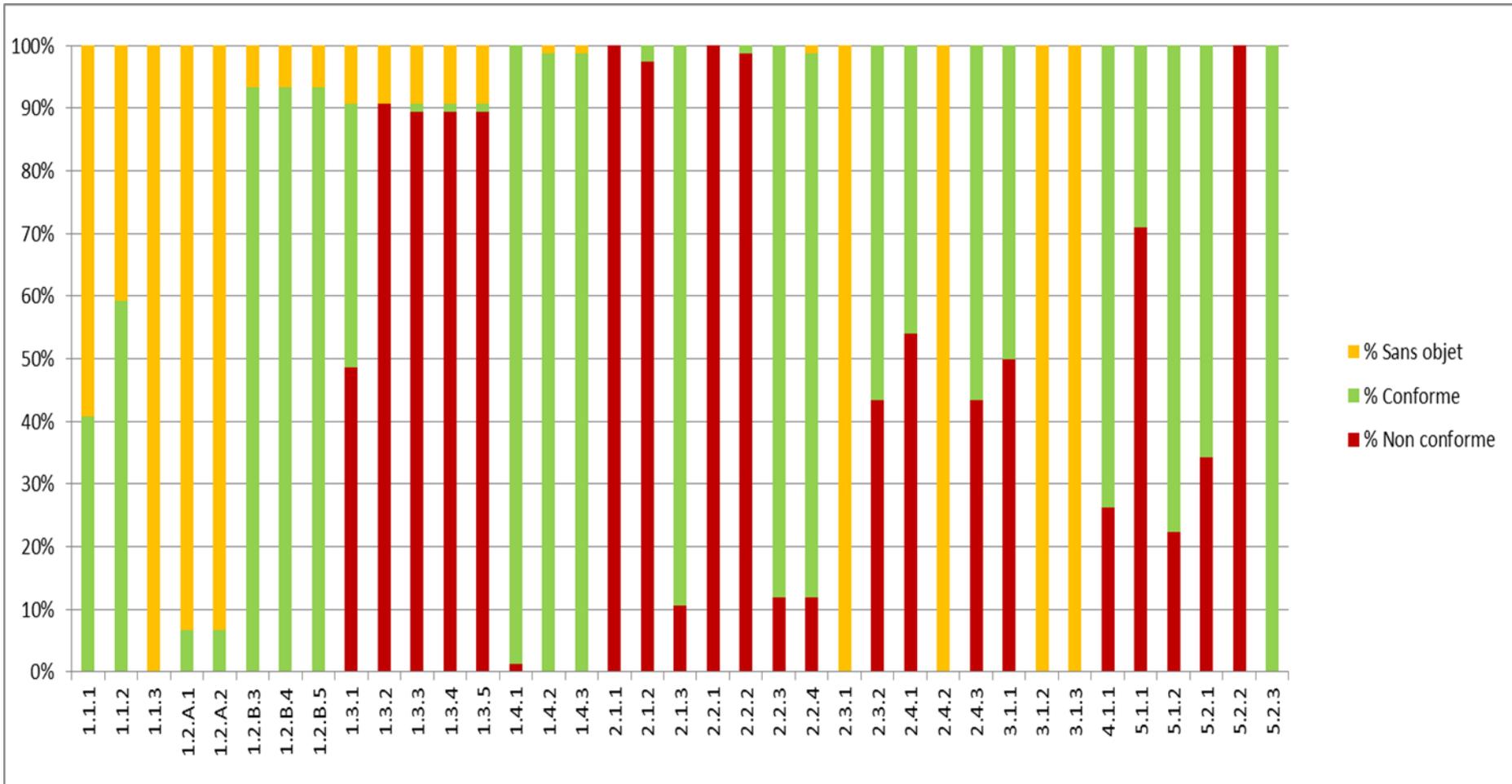
	Nombre de certificat annuel d'exploitation (CAE)				
2010	2011	2012	2013	2014	
142	141	151	117	117	
	Volumes débités autorisés (m3)				
139 567	146 579,6	147 106,5	119 527,5	120 114	
	Volumes débités exploités (m3)				
16 412	31 366,6	9 452	13 529,8	32 794	

(Source: Sous direction des FC, MINFOF 2015)

- Des coûts de démarrage et de transaction prohibitifs pour les communautés: appui de projet, appropriation par une élite, recours à la sous-traitance
- Une répartition des bénéfices peu favorable aux populations locales



Pour quelle légalité ? Les forêts communautaires passées sur le gril(le) de l'APV



(source: Julve et al., 2013)





2

Quelques options techniques et politiques



Permettre aux scieurs d'acquérir un permis artisanal

Pays	Permis individuel	Contraintes actuelles
Cameroun	Permis d'Exploitation du Bois d'Œuvre	Suspendu pendant longtemps; volume inadapté, coût
Gabon	Permis de gré à gré	Suspendu
Congo	Permis spécial	Suspendu dans certains départements; peu attribué ailleurs
RDC	PCA de première et deuxième catégorie	Fraude massive dans l'Ouest du pays; réglementation incomplète; suspendu dans certaines provinces
RCA	Permis d'Exploitation Artisanale	Réglementation inexistante

Une contrainte générale d'accessibilité :

- Nécessité d'un agrément à la profession forestière (Cameroun, RDC, Congo)
- Distance pour candidater pour ces permis
- Coût d'accès à la légalité: Coût du titre + fiscalité < Parafiscalité actuelle



Gouvernance

- Suivi officiel des marchés urbains et des exportation sous-régionales ; intégration dans les statistiques de production
- Promouvoir un marché domestique du bois légal, s'appuyant en premier lieu sur la demande émanant des marchés publics
- Reconnaître la propriété coutumière des arbres dans le domaine rural
- Plus grand contrôle des agents de l'Etat et des sanctions effectives en cas de malversation
- Tester la création de commissions décentralisées d'octroi et de contrôle des petits permis:
 - Composées de différentes administrations déconcentrées (Eaux&Forêts, sous-préfecture, mairie, gendarmerie, police,...)
 - Système de bonus en lien avec le nombre de permis sollicités par an
 - Audit indépendant annuel (lié à l'audit APV?)





r.tsanga@cgiar.org

<http://www.cifor.org/pro-formal>

This research was carried out as part of



RESEARCH
PROGRAM ON
Forests, Trees and
Agroforestry



CIFOR advances human wellbeing, environmental conservation and equity by conducting research to inform policies and practices that affect forests in developing countries. CIFOR is a CGIAR Consortium Research Center. CIFOR's headquarters are in Bogor, Indonesia and it also has offices in Asia, Africa and South America.



cifor.org

blog.cifor.org